C'est l'objet du présent projet de décret.

L'indemnité spéciale dont le taux est fixé à 25 % de la solde indiciaire n'est due que pendant la durée d'exercice des fonctions pour lesquelles elle a été attribuée et n'est pas cumulable avec les avantages de même nature dont disposent les intéressés. Elle n'est pas également due au personnel de l'assistance technique.

Telle est l'économie du présent projet soumis à votre signature.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu la Constitution, notamment en ses articles 37 et 65;

Vu le décret n° 75-877 du 23 janvier 1975 portant création et organisation de l'École nationale d'Horticulture de Cambérène;

Vu le décret n° 80-1080 du 22 octobre 1980 portant création et organisation des écoles d'agents techniques du Développement rural;

Vu le décret n° 84-980 du 4 septembre 1984 portant création d'une indemnité spéciale au profit de certains fonctionnaires et agents exerçant à temps plein des fonctions d'enseignement dans les écoles d'agents techniques;

Vu le décret n° 89-188 du 13 février 1989 portant organisation de l'École nationale de Formation hôtelière et touristique;

Vu l'arrêté n° 9388 du 8 août 1985 relatif notamment aux centres d'initiation horticole;

Sur le rapport conjoint du Ministre de l'Economie et des Finances et du Secrétaire du Conseil des Ministres,

DÉCRÈTE :

Article premier. — Il est créé une indemnité spéciale au profit des ingénieurs et vétérinaires, des formateurs et des techniciens horticoles exerçant de façon exclusive, permanente et à temps plein les fonctions d'enseignement, respectivement, dans les écoles d'agents techniques du Développement rural, à l'École nationale de Formation hôtelière et touristique et à l'École nationale d'Horticulture de Cambérène ou dans les centres d'initiation horticole.

Art. 2. — L'indemnité susdite dont le taux est fixé à 25 % de la solde indiciaire, n'est due que pendant la durée d'exercice des dites fonctions.

Elle n'est pas cumulable avec les avantages de même nature dont disposent les intéressés au titre de leur corps ou régime d'origine. Elle n'est pas due, également, au personnel de l'assistance technique.

Art. 3. — Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent décret notamment le décret n° 84-980 du 4 septembre 1984.

Art. 4. — Le Ministre de l'Economie et des Finances, le Ministre chargé de l'Enseignement technique et professionnel, le Ministre chargé du Tourisme et le Secrétaire du Conseil des Ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Dakar, le 29 juin 1990.

Abdou DIOUF.

DÉCRET n° 90-802 du 13 juillet 1990

portant création d'un Comité interministériel de Suivi de la Politique de Promotion de la Femme et de l'Enfant.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu la Constitution;

Vu le décret n° 90-332 du 27 mars 1990 portant nomination des ministres et ministres délégués;

Vu le décret n° 90-333 du 27 mars 1990 portant répartition des services de l'Etat,

DÉCRÈTE :

Article premier. — Il est créé sous la présidence du Ministre, Secrétaire général de la Présidence de la République, un Comité interministériel chargé du Suivi de la Politique de Promotion de la Femme et de l'Enfant.

Art. 2. — Ce Comité, qui se réunira deux fois par an sur convocation de son président, est notamment chargé :

— de s'informer de l'état d'avancement des programmes et projets mis en œuvre en faveur de la femme et de l'enfant;

— de coordonner les activités desdits programmes et projets;

— de prendre les mesures correctives en vue d'une plus grande efficacité de l'action gouvernementale en matière de promotion de la femme et de l'enfant.

Art. 3. — Le Comité interministériel de Suivi dont le secrétariat est assuré par le Ministre délégué auprès du Président de la République chargé de la Condition de la Femme et de l'Enfant est composé en outre de :

— représentant de la Présidence de la République;

— représentant du Ministère de la Justice;

— représentant du Ministère des Affaires étrangères;

— représentant du Ministère de l'Intérieur;

— représentant du Ministère de l'Economie et des Finances;

— représentant du Ministère du Développement rural et de l'Hydraulique;

— représentant du Ministère du Tourisme de la Protection de la Nature;

— représentant du Ministère des Ressources animales;

— représentant du Ministère de la Santé et de l'Action sociale;

— représentant du Ministère de la Culture et de la Communication;

— représentant du Ministère du Travail et de la Formation professionnelle;

— représentant du Ministre délégué chargé de l'Intégration africaine;

— représentant du Ministre délégué chargé des Emigrés.

Art. 4. — Le Ministre, Secrétaire général de la Présidence de la République et le Ministre Délégué chargé de la Condition de la Femme et de l'Enfant sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret qui sera enregistré et publié partout où besoin sera.

Fait à Dakar, le 13 juillet 1990.

Abdou DIOUF.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

X DÉCRET n° 90-934 du 27 août 1990

abrogeant et remplaçant l'article 12 du décret n° 78-021 du 6 janvier 1978 portant description du passeport diplomatique et du passeport de service et fixant les modalités de leur établissement.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu la Constitution, notamment en ses articles 37 et 65;

Vu la loi n° 65-11 du 4 février 1965 sur la sortie du territoire national et l'émigration des citoyens sénégalais, notamment en son article premier;

Vu le décret n° 75-1087 du 23 octobre 1975 portant description du passeport ordinaire et fixant les modalités de son établissement;

Vu le décret n° 78-021 du 6 janvier 1978 portant description du passeport diplomatique et du passeport de service et fixant les modalités de leur établissement;

Sur le rapport du Ministre des Affaires étrangères,

DÉCRÈTE :

Article premier. — L'article 12 du décret n° 78-021 du 6 janvier 1978 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 12. — Peuvent prétendre au passeport diplomatique, outre le Chef de l'Etat, son épouse et ses enfants, les personnes désignées ci-après, ainsi que leurs épouses et enfants mineurs :

- le Président de l'Assemblée nationale;
- le Président du Conseil économique et social;
- les membres du Gouvernement;
- le Premier Président de la Cour suprême et le Procureur général près ladite Cour;
- le Secrétaire général de la Présidence de la République;
- le Directeur de Cabinet du Président de la République;
- le Secrétaire du Conseil des Ministres;
- les Délégués généraux;
- le Chef du Protocole de la Présidence de la République;
- le Chef d'Etat-Major général des Armées;
- le Haut Commandant de la Gendarmerie nationale;
- le Chef de l'Etat-Major particulier du Président de la République;
- l'Inspecteur général des Forces armées;
- le Grand Chancelier de l'Ordre national;
- les Recteurs des Universités de Dakar et de Saint-Louis;
- les Inspecteurs généraux d'Etat;
- le Contrôleur financier;
- le Secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères;
- le Directeur de Cabinet du Ministre des Affaires étrangères;
- les Ambassadeurs honoraires.

Le passeport diplomatique peut être délivré aux personnes ci-après :

- les membres du Bureau de l'Assemblée nationale et leurs épouses;
- les fonctionnaires détachés par le Gouvernement dans les organisations internationales dont le siège se situe en dehors du Sénégal, lorsque les statuts de ces organisations confèrent aux intéressés le statut diplomatique;

- les fonctionnaires de la hiérarchie A du cadre des Affaires étrangères et les agents membres du personnel diplomatique en poste à l'étranger, ainsi qu'à leurs épouses et leurs enfants mineurs;

- le Directeur général de la Sûreté.

Peuvent également obtenir le passeport diplomatique, les anciens Chefs d'Etat, les anciens Chefs de Gouvernement et les anciens ministres des Affaires étrangères qui en font la demande, sur la décision du Chef de l'Etat, après avis du Ministre chargé des Affaires étrangères. »

Art 2. — Le Ministre des Affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Dakar, le 27 août 1990.

Abdou DIOUF.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

DÉCRET n° 90-758 du 5 juillet 1990

portant nomination du Directeur général de la Sûreté nationale

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu la Constitution;

Vu la loi n° 72.02 du 1^{er} février 1972 relative à l'organisation de l'administration territoriale et les textes qui l'ont modifiée;

Vu le décret 72-636 du 29 mai 1972 relatif aux attributions des chefs de circonscription administrative et des chefs de village;
Sur proposition du Ministre de l'Intérieur;

DÉCRÈTE :

Article unique. — M. Madieng Khary Dieng, Mle de solde 37766/G, Inspecteur général d'Etat, précédemment en service à l'Inspection générale d'Etat, est nommé Directeur général de la Sûreté nationale, en remplacement de M. Aladji Dièye, appelé à d'autres fonctions.

Fait à Dakar, le 5 juillet 1990.

Abdou DIOUF.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

DECRET n° 90-737 en date du 28 juin 1990 prescrivait l'immatriculation au nom de l'Etat d'un terrain du domaine national à Rufisque d'une contenance de 2 ha 16 ares en vue de son attribution par voie de bail à la Coopérative d'Habitat du personnel de l'Imprimerie nationale de Rufisque.

Article premier. — Est prescrite l'immatriculation au nom de l'Etat, dans les formes et conditions prévues au titre II du décret n° 64-573 du 30 juillet 1964, d'un terrain du domaine national sis à Rufisque, d'une contenance de 2 ha 16 ares, en vue de son attribution par voie de bail à la Coopérative d'Habitat du personnel de l'Imprimerie nationale de Rufisque.

Art. 2. — Le Ministre de l'Economie et des Finances est chargé de l'exécution du présent décret.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

DÉCRET n° 90-862 du 30 juillet 1990

modifiant et complétant le décret n° 75-1106 du 6 novembre 1975 relatif aux indemnités créées au profit de certains fonctionnaires et agents de l'Enseignement.

RAPPORT DE PRESENTATION

A l'issue des négociations entre le Gouvernement et les Syndicats de l'Enseignement, il avait été décidé entre autres mesures :

- l'octroi d'une indemnité mensuelle de 40.000 francs aux Inspecteurs généraux de l'Education nationale;

- le relèvement de 5.000 francs de l'indemnité de fonction de 20.000 francs par mois perçue par :

- les principaux des Collèges d'Enseignement général;

- les directeurs des Collèges d'Enseignement technique.

L'incidence financière de ces mesures est la suivante :

Incidence mensuelle.

- Inspecteurs généraux de l'Education nationale (60 x 40.000) 2.400.000

- Principaux et Directeurs de Collèges (120. x 5.000) 600.000

Total 3.000.000

Incidence financière annuelle.

- L'incidence annuelle serait ainsi de (3.000.000 x 12) ..36.000.000

L'application de ses mesures nécessite de compléter le décret n° 75-1106 du 6 novembre 1975.

Telle est l'économie du projet de décret soumis à votre signature.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu la Constitution, notamment en ses articles 37 et 65;